

Les trois "raisons" de l'intervention de la France en Syrie

Article rédigé par *Christian Vanneste*, le 17 avril 2018

Ceux qui nous gouvernent ont ainsi dévoilé qui était leur véritable ennemi : Assad, et non les islamistes.

Il y avait une ligne rouge de l'utilisation des armes chimiques, et elle a été franchie en 2013. Obama n'est pas intervenu quand le régime syrien aux abois se serait peut-être écroulé à la suite d'une intervention. Cette fois, cinq ans plus tard, dans un contexte très différent, les frappes ont donc ciblé un objectif restreint : le système de production, de stockage et d'emploi de l'arme chimique, de façon telle que les armées occidentales peuvent se vanter d'un plein succès alors que l'opération, annoncée n'a pas atteint la puissance opérationnelle de l'armée syrienne et de ses alliés. Pourquoi cette action, qu'on pourrait qualifier de symbolique, trop peu et trop tard ?

Les raisons invoquées par la France sont au nombre de trois.

D'abord, interdire réellement l'emploi des armes chimiques. Ce motif a d'abord le mérite de légitimer une action de guerre contre un pays au nom des conventions qui interdisent ce type d'armement. Cet argument répond à l'accusation de transgression du droit international constitué par l'agression d'un pays souverain. Mais il confère, en plus, aux pays responsables de l'attaque le rôle d'arbitre qui distribue un carton au joueur fautif tout en le laissant terminer la partie sans recommencer. On est, là, à deux doigts du ridicule, car la guerre n'est pas un match de football.

C'est pourquoi deux autres objectifs, plus sérieux, mais moins « moraux », sont mentionnés. D'abord, l'obtention d'un cessez-le-feu afin de pouvoir ravitailler et secourir la population. Cette demande est totalement hypocrite. La grande majorité du peuple syrien vit en sécurité dans les zones tenues par l'armée syrienne ou par les Kurdes. Il s'agirait donc de sauver non seulement les rebelles « fréquentables » mais aussi ceux de Tahrir al-Cham, c'est-à-dire Al-Qaïda, qui tiennent la plus grande partie de la province d'Idleb – ceux dont Fabius disait qu'ils faisaient du « bon boulot » et que nous avons, sans doute, scandaleusement aidés. Autrement dit, il s'agirait de prolonger la guerre en empêchant Bachar el-Assad de rétablir la souveraineté de l'État sur l'ensemble du territoire et, bien sûr, la main sur le cœur, en clamant que c'est au nom de la paix. Les discours manichéens se multiplient depuis que l'État islamique s'est écroulé sous les coups bien tardifs de la coalition et devant l'imminence de la victoire de l'armée syrienne. Ainsi, il est courant d'attribuer les 350.000 morts au « régime » alors que la moitié des victimes se comptent parmi ses défenseurs et la population qu'il protège. De même, ce serait l'abominable Bachar qui aurait créé l'État islamique en ouvrant ses prisons, comme si cette dissidence d'Al-Qaïda en Irak et au Levant n'était pas, avant tout, le fruit de l'intervention américaine en Irak et du soutien des salafistes du Golfe aux sunnites désireux d'éradiquer la riche diversité syrienne. Cette contradiction entre le discours impeccable et vertueux sur les armes chimiques et le soutien objectif aux islamistes fait éclater au grand jour la duplicité foncière des gouvernements occidentaux, et de la France en particulier. Ceux qui nous gouvernent ont ainsi dévoilé qui était leur véritable ennemi : Assad, et non les islamistes. Le problème, c'est qu'il n'est pas l'ennemi du

peuple français. Les principes du droit international ont bon dos pour cacher le fait que nos gouvernements poursuivent d'autres buts que celui de leur mission essentielle : protéger la nation française de ses seuls ennemis.

Le troisième objectif est, comme d'habitude, de dénoncer l'absence de solution militaire, l'impasse politique, pour faire à nouveau du départ d'Assad le point majeur. Il s'agit, là, au mieux d'assurer le retour des puissances occidentales dans le jeu moyen-oriental, au pis de renforcer chacun des trois gouvernements impliqués sur leur scène intérieure. Certains pays étrangers s'en félicitent, beaucoup de Français peuvent être séduits par ce défilé du 14 Juillet en action réelle. Lorsqu'un gouvernement sert une puissance étrangère ou sa propre survie, quels que soient ses arguments moralisateurs, n'est-ce pas lui qui trahit sa mission ?